

Journée internationale des luttes paysannes 2012.

Stop aux accaparements de terres: La terre est à celles et ceux qui la travaillent!



(Jakarta, le 2 mars 2012) Le 17 avril a été déclaré "Journée internationale des luttes paysannes", pour commémorer le massacre, en 1996, de dix-neuf paysannes et paysans brésiliens qui luttèrent pour leurs terres et pour la justice sociale. Chaque année, à cette date, des actions et des événements sont organisés à travers le monde, en défense des paysannes et des paysans qui luttent pour leurs droits.

Ces dernières années, nous avons souffert de la mise en œuvre de nouvelles politiques et d'un nouveau modèle de développement basé sur l'expansion des plantations et l'expropriation des

terres. Ce phénomène est connu sous le nom d'accaparements de terres. C'est un phénomène mondial, mis en œuvre par des élites locales, nationales et transnationales ainsi que par des investisseurs et spéculateurs, avec la complicité des gouvernements et des autorités locales. Il a pour objectif la mainmise sur les ressources les plus précieuses au monde.

Les accaparements de terres conduisent à la concentration de la propriété foncière et des ressources naturelles entre les mains de grands fonds d'investissement, de propriétaires de plantations et de grandes entreprises actives dans l'industrie forestière, dans les centrales hydro-électriques ou encore dans les mines. Mais elle est aussi pratiquée par des promoteurs

touristiques et immobiliers et des autorités gestionnaires d'infrastructures portuaires et industrielles, etc.

Ce mouvement de concentration de la propriété qui a provoqué l'expulsion de leurs terres et le déplacement forcé des populations locales - en premier lieu les paysannes et les paysans - engendre des violations des droits humains et notamment des droits des femmes. Il a provoqué une augmentation de la pauvreté et de la fracture sociale à travers le monde tout en contribuant quotidiennement à aggraver la pollution de l'environnement. Les accaparements de terres dépassent largement les clivages Nord-Sud traditionnels des structures impérialistes: les sociétés multinationales se livrant à ces prédatons ont leur siège aux États-Unis et en Europe, mais aussi au Chili, au Mexique, au Brésil, en Russie, en Inde, en Chine, en Afrique du Sud, en Thaïlande, en Malaisie, en Indonésie et en Corée du Sud, pour n'en citer que quelques unes.

Les institutions financières comme les banques, les caisses de retraite et autres fonds d'investissement sont devenues des moteurs puissants des accaparements de terres. Simultanément, des guerres et conflits meurtriers sont menés en ce moment même pour la prise de contrôle des richesses naturelles. La Banque mondiale et les banques régionales de développement favorisent et renforcent encore les accaparements de terres et de l'eau en poussant à la mise en oeuvre de politiques et de lois conçues avant tout pour bénéficier aux entreprises privée. Elles fournissent des capitaux et des garanties aux investisseurs industriels et, d'une manière générale, font la promotion d'un modèle de développement économique prédateur aux conséquences dévastatrices.

Pour compenser quelque peu ces effets néfastes, la Banque mondiale et d'autres institutions ont proposé sept principes directeurs pour des "investissements agricoles responsables" (RAI), principes qui sont censés prévenir les abus, mais qui, de fait, ne font que légitimer les accaparements de terres agricoles par des investisseurs privés et par des États. Depuis deux ans, la Via Campesina et ses alliées se mobilisent contre cette initiative.

Les accaparements de terres vont de pair avec la mainmise croissante des entreprises privées sur l'agriculture et l'alimentation à travers un contrôle renforcé sur les ressources comme la terre, l'eau, les semences et autres ressources naturelles. De nombreux gouvernements et "think tanks" justifient les accaparements en affirmant que les techniques modernes de l'agro-industrie amélioreront les pratiques agricoles locales perçues comme "archaïques", et qu'elles garantiront la sécurité alimentaire pour tous. Bien que très largement répandue dans le monde, cette croyance s'avère totalement fausse au contact de la réalité.

Les principaux acteurs des accaparements terres recherchent le profit avant tout, au détriment du bien-être des populations : ils planteront des cultures pour la production d'agrocarburants si elles se révèlent plus rentables que les cultures vivrières, et ils exporteront leur production alimentaire si cela est financièrement plus intéressant que de la distribuer sur les marchés locaux. Dans cette course au profit, le secteur privé renforce sa mainmise sur les systèmes de production alimentaire, monopolisant les ressources et acquérant une position dominante dans les processus de décision. Les lobbies de l'industrie agroalimentaire exercent une influence politique qui surpasse souvent celle des institutions démocratiques; et ils agissent avec la complicité des élites locales et nationales (commerçants, politiciens et dirigeants de communautés locales) qui manquent à leur devoir de protéger leurs propres citoyennes et citoyens de la prédation.

A cause des accaparements de terres, les paysannes et les paysans, les sans-terre et des peuples autochtones, et tout particulièrement les femmes et les jeunes, sont dépossédés de

leurs moyens de subsistance. Ces pratiques détruisent également l'environnement. Les peuples autochtones et les minorités ethniques sont chassés de leurs territoires, souvent par l'usage de la force, ce qui renforce encore leur précarité et qui, dans certains cas, les réduit à l'esclavage.

Pendant ce temps, de fausses solutions basées sur des mécanismes de marché sont proposées pour lutter contre le changement climatique, comme par exemple le concept à la mode "d'économie verte". Mais une analyse détaillée révèle que ces solutions ne sont rien d'autre qu'une nouvelle façon de priver les communautés locales de leurs terres et de s'emparer de leurs ressources naturelles.

Dès lors, La Via Campesina appelle tous ses membres et allié(e)s, les mouvements de pêcheurs artisanaux, les organisations de travailleurs et travailleuses agricoles, les étudiant(e)s et les groupes de défense de l'environnement, les organisations de femmes et les mouvements pour la justice sociale à se joindre à elle en cette journée du 17 avril, et à organiser des actions partout dans le monde pour faire entendre massivement la voix de la résistance populaire contre les accaparements de terres et pour renforcer la lutte contre la mainmise des entreprises privées sur les terres et les ressources naturelles.

Unissons-nous et luttons toutes et tous ensemble:

Pour mettre fin aux accaparements de terres et pour reprendre le contrôle des terres spoliées - la terre doit appartenir à celles et à ceux qui la travaillent.

Pour mettre en oeuvre une réforme agraire intégrale afin d'apporter la justice sociale en milieu rural.

Pour mettre fin au contrôle exercé par une poignée d'investisseurs et de sociétés transnationales sur les vies de milliards de personnes.

Pour s'opposer aux "principes d'investissement agricoles responsables" proposés par la Banque mondiale, étant donné qu'il ne pourra jamais être "responsable" de laisser des investisseurs et des multinationales s'emparer des terres des paysannes et des paysans.

Pour renforcer et promouvoir un modèle de production agricole basé sur l'agriculture familiale et la souveraineté alimentaire.

Le 17 avril, tous les groupes et individus qui le souhaitent sont invités à organiser des actions et des événements dans leur communauté: action directe, projection de film, marché de producteurs, occupation de terres, un débat, une manifestation, une exposition artistique, ou tout autre événement faisant écho aux revendications ci-dessus.

Tenez-nous informés de vos projets en envoyant un courriel à

viacampesina@viacampesina.org

Abonnez-vous à notre liste de diffusion, en envoyant un email à l'adresse via.17april-subscribe@viacampesina.net

[Participez à cet événement sur Facebook](#)

Envoyez-nous des comptes-rendus, des photos et des vidéos de vos actions et initiatives ! Nous les publierons sur www.viacampesina.org , avec une carte de toutes les actions menées dans le monde.